

Le discours du président argentin a été froidement accueilli à Davos



[Source de la transcription en français : legrandcontinent.eu
Transcription en anglais : eurasiareview.com]

Bonjour, merci beaucoup : je suis ici aujourd'hui pour vous dire que l'Occident est en danger. Il est en danger parce que ceux qui sont censés défendre les valeurs de l'Occident sont cooptés par une vision du monde qui, inexorablement, conduit au socialisme, et par conséquent à la pauvreté. Malheureusement, au cours des dernières décennies, motivés par certains désirs bienveillants d'aider les autres et d'autres par le désir d'appartenir à une caste privilégiée, les principaux dirigeants du monde occidental ont abandonné le modèle de la liberté pour différentes versions de ce que nous appelons le collectivisme.

Nous sommes ici pour vous dire que les expériences collectivistes ne sont jamais la solution aux problèmes qui affligent les citoyens du monde, mais qu'elles en sont au contraire la cause. Croyez-moi, il n'y a personne de mieux placé que nous, Argentins, pour témoigner de ces deux questions. Lorsque nous avons adopté le modèle de la liberté – en 1860 –, nous sommes devenus en 35 ans la première puissance mondiale, tandis que lorsque nous avons embrassé le collectivisme, au cours des cent dernières années, nous avons vu comment nos citoyens ont commencé à s'appauvrir systématiquement, jusqu'à tomber au 140e rang mondial. Mais avant d'entamer cette discussion, il serait important, tout d'abord, d'examiner les données qui montrent que non seulement le capitalisme de libre entreprise est un système possible pour mettre fin à la pauvreté dans le monde, mais qu'il est aussi le seul système moralement souhaitable pour y parvenir.

Si l'on regarde l'histoire du progrès économique, on constate que, de l'an 1 à l'an 1800 environ, le PIB mondial par habitant est resté pratiquement constant pendant toute la période de référence. Si l'on regarde un graphique de l'évolution de la croissance économique au cours de l'histoire de l'Humanité, on obtient un graphique en forme de crosse de hockey, une fonction exponentielle, qui est restée constante pendant 90 % du temps et qui augmente de manière exponentielle à partir du XIXe siècle. La seule exception à cette histoire de stagnation se situe à la fin du XVe siècle avec la découverte de l'Amérique. Mais à part cette exception, pendant toute la période comprise entre l'an 1 et l'an 1800, le PIB mondial par habitant a

stagné.

Or non seulement le capitalisme a généré une explosion de richesses dès son adoption en tant que système économique, mais si l'on examine les données, on constate que la croissance s'est accélérée tout au long de la période.

Pendant toute la période comprise 1 et 1800, le taux de croissance du PIB par habitant est resté stable, autour de 0,02 % par an. À partir du XIXe siècle, avec la révolution industrielle, le taux de croissance passe à 0,66 %. À ce rythme, le doublement du PIB par habitant nécessiterait 107 années de croissance

Maintenant, si l'on considère la période entre 1900 et 1950, le taux de croissance s'accélère pour atteindre 1,66 % par an. Et si nous prenons la période entre 1950 et l'an 2000, nous constatons que le taux de croissance est de 2,1 % par an, ce qui signifie que nous pourrions doubler le PIB mondial par habitant en seulement 33 ans. Cette tendance, loin de s'arrêter, est toujours d'actualité. Si nous prenons la période entre 2000 et 2023, le taux de croissance s'est encore accéléré pour atteindre 3 % par an, ce qui signifie que nous pourrions doubler notre PIB par habitant dans le monde en seulement 23 ans.

Si l'on considère le PIB par habitant de 1800 à nos jours, on constate qu'après la révolution industrielle, le PIB mondial par habitant a été multiplié par plus de 15 – générant une explosion de richesse qui a permis à 90 % de la population mondiale de sortir de la pauvreté. N'oublions jamais qu'en 1800, près de 95 % de la population mondiale vivait dans une pauvreté abjecte, alors que ce chiffre est tombé à 5 % en 2020, avant la pandémie.

La conclusion est évidente : loin d'être la cause de nos problèmes, le capitalisme de libre entreprise en tant que système économique est le seul outil dont nous disposons pour mettre fin à la faim, à la pauvreté et à la misère dans le monde. Les preuves empiriques sont incontestables. C'est pourquoi, parce qu'il ne fait aucun doute que le capitalisme de libre marché est supérieur en termes de production, la doxa de gauche a attaqué le capitalisme pour ses problèmes de moralité, parce qu'il est, disent ses détracteurs, injuste.

Ils disent que le capitalisme est mauvais parce qu'il est individualiste et que le collectivisme est bon parce qu'il est altruiste, avec l'argent des autres, et qu'ils luttent donc pour la « justice sociale ». Mais ce concept, qui est devenu à la mode dans le premier monde au cours de la dernière décennie, est une constante du discours politique dans mon pays depuis plus de 80 ans. Le problème est que la justice sociale n'est pas seulement injuste, mais qu'elle ne contribue pas non plus au bien-être général. Au contraire, c'est une idée intrinsèquement injuste, parce qu'elle est violente. Elle est injuste parce que l'État est financé par les impôts et que les impôts sont prélevés de manière coercitive : est-ce que l'un d'entre nous peut dire qu'il paie des impôts volontairement ? Cela signifie que l'État est financé par la coercition et que plus la charge fiscale est élevée, plus la

coercition est grande – et moins il y a de liberté.

Les partisans de la justice sociale partent de l'idée que l'ensemble de l'économie est un gâteau qui peut être partagé différemment, mais ce gâteau n'est pas donné, c'est une richesse qui est générée dans ce qu'Israël Kirzner appelle un « processus de découverte ». Si le bien ou le service offert par une entreprise n'est pas désiré, cette entreprise fait faillite, à moins qu'elle ne s'adapte à la demande du marché. Si elle fabrique un produit de bonne qualité à un prix attractif, elle se portera bien et produira davantage. Le marché est donc un processus de découverte dans lequel le capitaliste trouve la bonne direction au fur et à mesure. Mais si l'État punit le capitaliste pour avoir réussi et le bloque dans ce processus de découverte, il détruit ses incitations, ce qui a pour conséquence qu'il produira moins et que le gâteau sera plus petit, au détriment de la société dans son ensemble. Le collectivisme, en inhibant ces processus de découverte et en entravant l'appropriation de ce qui a été découvert, lie les mains de l'entrepreneur et l'empêche de produire de meilleurs biens et d'offrir de meilleurs services à un meilleur prix.

Comment se fait-il alors que le monde académique, les organisations internationales, la politique et la théorie économique diabolisent un système économique qui a non seulement sorti 90 % de la population mondiale de la pauvreté la plus extrême, et ce de plus en plus rapidement, mais qui est aussi juste et moralement supérieur ?

Grâce au capitalisme de libre entreprise, le monde est aujourd'hui au mieux de sa forme. Dans toute l'histoire de l'Humanité, il n'y a jamais eu de période de plus grande prospérité que celle que nous vivons aujourd'hui. Le monde d'aujourd'hui est plus libre, plus riche, plus pacifique et plus prospère qu'à n'importe quel autre moment de notre histoire.

C'est vrai pour tout le monde, mais c'est particulièrement vrai pour les pays libres – ceux qui respectent la liberté économique et les droits de propriété des individus. Les pays libres sont en effet douze fois plus riches que les pays répressifs, le décile inférieur de la distribution des pays libres vit mieux que 90 % de la population des pays répressifs, ils comptent 25 fois moins de pauvres dans le format standard et 50 fois moins dans le format extrême, et, comme si cela ne suffisait pas, les citoyens des pays libres vivent 25 % plus longtemps que les citoyens des pays répressifs.

Cependant, pour comprendre ce que nous défendons ici, il est important de définir ce dont nous parlons lorsque nous parlons de libertarianisme. Pour le définir, je reprends les mots du plus grand héros de la liberté de notre pays, Alberto Benegas Lynch, qui dit : « Le libertarianisme est le respect sans restriction du projet de vie d'autrui, fondé sur le principe de non-agression, en défense de la vie, de la liberté et de la propriété des individus. Ses institutions fondamentales sont la propriété privée, les marchés libres de toute intervention de l'État, la libre concurrence, la division du travail et la coopération sociale. Où l'on ne peut réussir qu'en servant son prochain avec des biens de meilleure qualité ou à meilleur

prix. »

En d'autres termes, le capitaliste, l'entrepreneur qui réussit, est un bienfaiteur social qui, loin de s'approprier la richesse des autres, contribue au bien-être général. En bref, un entrepreneur qui réussit est un héros.

C'est le modèle que nous proposons pour l'Argentine du futur. Un modèle basé sur les principes fondamentaux du libertarianisme : la défense de la vie, de la liberté et de la propriété. Si le capitalisme de libre entreprise et la liberté économique ont été des outils extraordinaires pour mettre fin à la pauvreté dans le monde, et si nous sommes aujourd'hui au meilleur moment de l'histoire de l'Humanité, il convient de se demander pourquoi je dis que l'Occident est en danger.

Je dis que l'Occident est en danger précisément parce que dans les pays où nous devrions défendre les valeurs du marché libre, de la propriété privée et des autres institutions du libertarianisme, des sections de l'establishment politique et économique, certaines à cause d'erreurs dans leur cadre théorique et d'autres par ambition pour le pouvoir, sont en train de saper les fondements du libertarianisme, d'ouvrir la porte au socialisme et de les condamner potentiellement à la pauvreté, à la misère et à la stagnation. Car il ne faut jamais oublier que le socialisme est toujours et partout un phénomène appauvrissant, qui a échoué dans tous les pays où il a été tenté. Ce fut un échec économique, un échec social, un échec culturel. Il a tué plus de 100 millions d'êtres humains.

Le problème essentiel pour l'Occident aujourd'hui est que nous devons non seulement affronter ceux qui, même après la chute du mur [de Berlin] et les preuves empiriques accablantes, continuent à lutter pour un socialisme appauvrissant, mais aussi nos propres dirigeants, penseurs et universitaires qui, dans un cadre théorique erroné, sapent les fondements du système qui nous a donné la plus grande expansion de la richesse et de la prospérité de notre histoire.

Le cadre théorique auquel je fais référence est celui de la théorie économique néoclassique, qui conçoit un instrument qui, sans le vouloir, finit par servir à l'ingérence de l'État, au socialisme et à la dégradation de la société. Le problème des néoclassiques est que, puisque le modèle dont ils sont tombés amoureux ne correspond pas à la réalité, ils attribuent l'erreur à de prétendues défaillances du marché au lieu de revoir les prémisses de leur modèle. Sous prétexte d'une prétendue défaillance du marché, on met en place des réglementations qui ne font que générer des distorsions dans le système des prix, qui entravent le calcul économique, et donc l'épargne, l'investissement et la croissance.

Ce problème réside essentiellement dans le fait que même les économistes prétendument libertariens ne comprennent pas ce qu'est le marché, car s'ils le comprenaient, il deviendrait rapidement évident qu'il n'y a pas de défaillance du marché. Le marché n'est pas une courbe d'offre et de demande

sur un graphique. Le marché est un mécanisme de coopération sociale où les droits de propriété sont échangés volontairement. Par conséquent, compte tenu de cette définition, la défaillance du marché est un oxymore. La défaillance du marché n'existe pas.

Si les transactions sont volontaires, le seul contexte dans lequel il peut y avoir une défaillance du marché est celui de la coercition. Et le seul à pouvoir exercer une coercition généralisée est l'État, qui a le monopole de la violence. Par conséquent, si quelqu'un considère qu'il y a une défaillance du marché, je lui recommande de vérifier s'il y a une intervention de l'État au milieu. Et s'il constate qu'il n'y a pas d'intervention de l'État au milieu, je lui suggère de refaire l'analyse parce qu'elle est définitivement erronée. La défaillance du marché n'existe pas.

Les structures concentrées de l'économie sont un exemple des prétendues défaillances du marché décrites par les néoclassiques. Cependant, sans les fonctions de rendements d'échelle croissants, dont les structures concentrées de l'économie sont la contrepartie, nous ne pourrions pas expliquer la croissance économique de 1800 à aujourd'hui. C'est intéressant. À partir de 1800, alors que la population a été multipliée par plus de 8 ou 9, le produit par habitant a été multiplié par plus de 15. En d'autres termes, il existe des rendements croissants qui ont permis de ramener l'extrême pauvreté de 95 % à 5 %. Cependant, cette présence de rendements croissants implique des structures concentrées, ce que l'on pourrait appeler un monopole.

Comment se fait-il que quelque chose qui a généré tant de bien-être pour la théorie néoclassique soit une défaillance du marché ? Économistes néoclassiques, sortez de votre boîte : lorsque le modèle échoue, ne vous fâchez pas contre la réalité, mais contre le modèle – et changez-le.

Le dilemme auquel est confronté le modèle néoclassique est qu'il prétend vouloir perfectionner le fonctionnement du marché en s'attaquant à ce qu'il considère comme des défaillances, mais ce faisant, non seulement il ouvre la porte au socialisme, mais il compromet également la croissance économique. Par exemple, réglementer les monopoles, détruire leurs profits et détruire les rendements croissants détruirait automatiquement la croissance économique.

En d'autres termes, chaque fois que l'on veut corriger une supposée défaillance du marché, inexorablement, parce que l'on ne sait pas ce qu'est le marché ou parce que l'on est tombé amoureux d'un modèle qui a échoué, on ouvre la porte au socialisme et on condamne les gens à la pauvreté.

Cependant, face à la démonstration théorique que l'intervention de l'État est néfaste et à la preuve empirique qu'elle a échoué – parce qu'il ne pouvait en être autrement – la solution que les collectivistes proposeront n'est pas plus de liberté, mais plus de réglementation, générant une spirale descendante de réglementation jusqu'à ce que nous finissions tous plus pauvres et que la vie de chacun d'entre nous dépende tout à fait d'un bureaucrate assis dans un bureau luxueux.

Face à l'échec retentissant des modèles collectivistes et aux avancées indéniables du monde libre, les socialistes ont été contraints de changer de programme. Ils ont abandonné la lutte des classes fondée sur le système économique et l'ont remplacée par d'autres prétendus conflits sociaux tout aussi nuisibles à la vie collective et à la croissance économique. La première de ces nouvelles batailles fut la lutte ridicule et contre nature entre les hommes et les femmes.

Le libertarianisme a déjà établi l'égalité entre les sexes. La pierre angulaire de notre credo dit que tous les hommes sont créés égaux, que nous avons tous les mêmes droits inaliénables accordés par le Créateur, parmi lesquels la vie, la liberté et la propriété. La seule chose que cet agenda du féminisme radical a engendrée, c'est une plus grande intervention de l'État pour entraver le processus économique, en donnant des emplois à des bureaucrates qui n'ont rien apporté à la société, que ce soit sous la forme de ministères de la Femme ou d'organismes internationaux dédiés à la promotion de cet agenda.

Un autre conflit soulevé par les socialistes est celui de l'homme contre la nature. Ils affirment que les êtres humains endommagent la planète et qu'elle doit être protégée à tout prix, allant même jusqu'à préconiser des mécanismes de contrôle de la population ou l'agenda sanglant de l'avortement.

Malheureusement, ces idées néfastes ont imprégné notre société. Les néomarxistes ont réussi à coopter le bon sens occidental. Ils y sont parvenus en s'appropriant les médias, la culture, les universités et, bien sûr, les organisations internationales. Ce dernier cas est le plus grave, car il s'agit d'institutions qui ont une énorme influence politique et économique sur les pays qui composent ces organisations multilatérales.

Heureusement, nous sommes de plus en plus nombreux à oser élever la voix. Parce que nous voyons que, si nous ne combattons pas ces idées de front, le seul destin possible est que nous aurons de plus en plus d'État, de réglementation, de socialisme, de pauvreté, de [manque] liberté et, par conséquent, un niveau de vie plus bas.

L'Occident s'est malheureusement déjà engagé dans cette voie. Je sais qu'il peut sembler ridicule à beaucoup de dire que l'Occident s'est tourné vers le socialisme. Mais ce n'est ridicule que dans la mesure où l'on se limite à la définition économique traditionnelle du socialisme, qui stipule qu'il s'agit d'un système économique dans lequel l'État possède les moyens de production. Cette définition devrait, à mon avis, être adaptée aux circonstances actuelles. Aujourd'hui, les États n'ont pas besoin de contrôler directement les moyens de production pour contrôler tous les aspects de la vie des individus. Avec des outils tels que l'émission monétaire, l'endettement, les subventions, le contrôle des taux d'intérêt, le contrôle des prix et les réglementations visant à corriger les prétendues « défaillances du marché », ils peuvent contrôler le destin de millions d'êtres humains.

C'est ainsi que nous en arrivons au point où, sous des noms ou des formes

différents, la plupart des offres politiques généralement acceptées dans la plupart des pays occidentaux deviennent des variantes collectivistes. Qu'ils se déclarent ouvertement communistes, fascistes, nazis, socialistes, sociaux-démocrates, nationaux-socialistes, démocrates-chrétiens, néokeynésiens, progressistes, populistes, nationalistes ou mondialistes.

Au fond, il n'y a pas de différences substantielles : tous défendent l'idée que l'État devrait diriger tous les aspects de la vie des individus. Tous défendent un modèle contraire à celui qui a conduit l'Humanité aux progrès les plus spectaculaires de son histoire.

Nous sommes venus ici aujourd'hui pour inviter les autres pays occidentaux à retrouver le chemin de la prospérité. La liberté économique, un gouvernement limité et le respect sans restriction de la propriété privée sont des éléments essentiels à la croissance économique. Ce phénomène d'appauvrissement provoqué par le collectivisme n'est pas un fantasme. Il ne s'agit pas non plus d'un fatalisme. C'est une réalité que nous, Argentins, connaissons très bien depuis au moins cent ans.

Parce que nous l'avons déjà vécue. Nous l'avons vécue. Parce que, comme je l'ai déjà dit, depuis que nous avons décidé d'abandonner le modèle de liberté qui nous avait rendus riches, nous sommes pris au piège d'une spirale descendante qui nous appauvrit chaque jour davantage.

Nous le vivons déjà. Et nous sommes ici pour vous avertir de ce qui pourrait arriver si les pays occidentaux qui se sont enrichis grâce au modèle de liberté continuent sur cette route de la servitude.

Le cas argentin est la démonstration empirique que, quelle que soit votre richesse, quelles que soient les ressources naturelles dont vous disposez, quel que soit le niveau de qualification de la population, quel que soit son niveau d'éducation, quels que soient les lingots d'or qui se trouvent dans les coffres de la banque centrale, si vous prenez des mesures qui entravent le développement de l'économie, vous risquez de vous retrouver dans une impasse. Si vous prenez des mesures qui entravent le libre fonctionnement des marchés, la libre concurrence, les systèmes de prix libres, si vous entravez le commerce, si vous portez atteinte à la propriété privée, la seule destination possible est la pauvreté.

C'est pourquoi, pour conclure, je voudrais laisser un message à tous les hommes d'affaires présents ici et à ceux qui nous suivent depuis le monde entier.

Ne vous laissez pas intimider ni par la caste politique ni par les parasites qui vivent de l'État. Ne vous soumettez pas à une classe politique qui ne cherche qu'à se perpétuer au pouvoir et à maintenir ses privilèges.

Vous êtes des bienfaiteurs sociaux. Vous êtes des héros. Vous êtes les créateurs de la période de prospérité la plus extraordinaire que nous ayons jamais connue. Que personne ne vous dise que votre ambition est immorale. Si

vous gagnez de l'argent, c'est parce que vous offrez un meilleur produit à un meilleur prix, contribuant ainsi au bien-être général.

Ne cédez pas à l'avancée de l'État. L'État n'est pas la solution. L'État est le problème lui-même.

Vous êtes les véritables protagonistes de cette histoire, et sachez qu'à partir d'aujourd'hui, vous avez l'Argentine comme alliée inconditionnelle.

Merci beaucoup et vive la liberté, putain.

Le 18 janvier 2024

Javier Milei

W.E.F Davos

17/01/2024

Myl traduction ☐

Voici l'excellent discours au complet de Javier Milei au Forum Économique Mondial 2024, présenté par Klaus Schwab lui même.

–La pierre angulaire de notre credo est que tous les êtres humains sont...
pic.twitter.com/Ev00kzEP45

– Myl traduction ☐ (@Myltraduction) January 18, 2024

Le discours original (en espagnol) :